

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, il n'y a pas de programmes spéciaux prévus pour certaines provinces, mais comme le député le sait, depuis le budget de décembre 1970, y compris celui de juin dernier, de même que les projets de loi qui sont actuellement inscrits au *Feuilleton*, les mesures seront plus à l'avantage de la province de Québec, parce que le chômage y est plus élevé que dans les autres provinces où les avantages sont moins élevés parce que le chômage y est moins élevé.

L'hon. M. Ricard: Est-ce qu'on doit comprendre par là, monsieur l'Orateur, que le gouvernement trouve acceptable un taux de chômage de 13 p. 100 dans la province de Québec ...

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE PROJET DE DÉSAFFECTATION DU CHAMP DE MANŒUVRE DE MEAFORD

[Traduction]

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Pourrait-il révéler à la Chambre les conclusions des études portant sur la disposition du terrain d'exercice de chars de Meaford?

L'hon. Donald S. MacDonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, la question est encore à l'étude.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES À AMCHITKA ET LA VISITE DU MIKADO EN ALASKA

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A titre de nation du Pacifique Nord qui s'intéresse au maintien de bonnes relations avec d'autres puissances de cette zone, et vu les réticences compréhensibles du Japon à ce sujet, le Canada a-t-il fait savoir au gouvernement américain qu'il s'inquiète des conséquences politiques et diplomatiques sûrement préjudiciables du déclenchement de la plus forte explosion nucléaire souterraine dans l'État même qui, moins d'une semaine après cet essai, doit accueillir l'empereur Hirohito du Japon, lors de la première visite d'un chef d'État japonais en Amérique du Nord?

* * *

LES CÉRÉALES

L'ITINÉRAIRE DE LA VISITE DE M. KOSYGUINE ET LES INSTALLATIONS PORTUAIRES DE CHURCHILL

M. Robert Simpson (Churchill): Ma question s'adresse au premier ministre. Elle découle de l'annonce de la visite au Canada cette année de M. Kossyguine de l'URSS. Le premier ministre nous dirait-il si l'on amènera M. Kossyguine à Churchill, notre port de mer le plus au nord de la terre ferme, afin qu'il puisse se rendre compte de visu des avantages que présente pour notre pays l'expédition des céréales par ce port?

[L'hon. M. Ricard.]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La suggestion du député intéressera, j'en suis sûr, M. Kossyguine. De fait, les deux gouvernements s'occupent actuellement d'établir l'itinéraire de cette visite.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES ALLÉGATIONS RELATIVES AUX PERSONNES ACCUSÉES DU MEURTRE DE PIERRE LAPORTE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Je voudrais poser une question au solliciteur général au sujet d'allégations selon lesquelles certains droits fondamentaux et légaux des personnes accusées du meurtre de Pierre Laporte seraient lésés par les dirigeants de prisons du Québec. Le ministre est-il au courant de ces allégations? Étant donné le tort irréparable que de telles allégations peuvent porter au système judiciaire du Canada, le ministre chargera-t-il une commission d'en vérifier la véracité?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, si l'honorable député fait allusion à certains détenus qui ont été transférés d'un pénitencier à un autre, je peux l'assurer que leurs droits sont entièrement sauvegardés, bien que certains de leurs privilèges soient suspendus. De toute façon, leur droit de rencontrer leurs avocats n'a jamais été suspendu; il existe encore, et il existera toujours.

LES ALLÉGATIONS D'INFILTRATION DE LA PÈGRE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Une question supplémentaire au solliciteur général. Comme le rapport d'un comité de l'Association canadienne des chefs de police insinue qu'au Canada le crime organisé s'est infiltré au sein du gouvernement, le gouvernement songe-t-il à convoquer les procureurs généraux des provinces afin d'étudier cette grave question?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, l'Association a fait certaines remarques d'ordre général, mais j'aimerais qu'on me cite des faits plus concrets, afin de pouvoir juger de la ligne de conduite que nous pourrions suivre.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Puisque d'ici quelques jours le premier ministre visitera les associations libérales à Pickering, Port Hope et Oshawa et comme il voyagera aux frais des contribuables dans un avion de l'État accepterait-il de venir dîner chez moi samedi soir pour réduire les frais des contribuables?

• (3.00 p.m.)

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

L'ENQUÊTE DE LA COMMISSION DE CITOYENS SUR LE RECOURS AUX MESURES DE GUERRE

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Le